



HAL
open science

Conclusion du colloque: Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales

Céline Bessiere, Gilles Laferté

► To cite this version:

Céline Bessiere, Gilles Laferté. Conclusion du colloque: Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales. Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales, May 2006, Dijon, France. hal-02752668

HAL Id: hal-02752668

<https://hal.inrae.fr/hal-02752668v1>

Submitted on 3 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Conclusions du colloque

Bessière Céline (ENS et ETT-CMH)

Laferté Gilles (INRA-CESAER et ETT-CMH)

Pour le comité d'organisation

En premier lieu, nous tenons, au nom du comité d'organisation, à remercier les intervenants et discutants, les présidents de section et membres du comité scientifique. Grâce à eux, ce colloque a été non seulement l'occasion de présenter de nombreux résultats ; mais il a aussi comblé notre souhait d'être un moment de confrontation des questionnements et des méthodologies dans un collectif de pairs en alliance et/ou en concurrence. En cela, ce colloque s'est conformé à l'idée que l'on se fait de la science comme une production interactionniste.

Quelles sont les conditions scientifiques qui rendent possible aujourd'hui un colloque sur les « mondes ruraux » qui ne soit pas la redite des études rurales classiques ? Cette question retourne l'interrogation initiale de ce colloque — « Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales » — puisqu'on peut se demander comment les sciences sociales ont résisté jusqu'à présent à l'épreuve des « mondes ruraux ». Cette inversion est certes rhétorique, mais elle recouvre de notre point de vue un enjeu important, tant ce colloque a réuni des personnalités et des mondes scientifiques qui se parlaient peu depuis 10-20 ans.

Il nous semble qu'une des réussites de ces journées tient au fait de pouvoir de nouveau nommer sous le terme de « mondes ruraux », ce qui depuis longtemps restait difficilement nommable, que ce soit dans le vocabulaire de la sociologie rurale (autour de notions trop fixistes et trop fermées, comme communauté versus société rurale¹), ou encore dans le vocable enchanté de la « campagne »². Le terme de « mondes ruraux » prend acte de la critique de l'opposition rural/urbain³, et retisse les fils avec la sociologie constructiviste. Il rencontre aujourd'hui un certain consensus scientifique autour d'une compréhension du social comme processuel, historicisé et territorialisé. Ce colloque semble donc s'inscrire dans un temps neuf.

¹ Chiva Isac, « A propos des communautés rurales. L'ethnologie et les autres sciences de la société », in Gérard Althabe et Daniel Fabre (dir.), *Vers une ethnologie du présent*, Cahier 7, coll. Ethnologie de la France, éd. MSH, 1992, p. 155-173.

² Gilles Laferté, Nicolas Renahy, « Campagnes de tous nos désirs... d'ethnologues », pp.225-234 suivi de « L'ethnologue face aux usages sociaux de l'ethnologie », pp. 239-240, *L'Homme*, numéro 166, avril-juin 2003.

³ Jean-Claude Chamboredon, « Les usages urbains de l'espace rural : du moyen de production au lieu de récréation », *Revue Française de sociologie*, volume 20, n°1, janvier-mars 1980, pp. 97-119 ; J.-C. Chamboredon, J.-P. Mathy, A. Mejean, F. Weber, « L'appartenance territoriale comme principe de classement et d'identification », *Sociologie du Sud-Est*, n°41-44, juillet 1984-juin 1985, pp. 61-85.

Une génération qui s'empare à nouveau des mondes ruraux

Organisé par des jeunes chercheur-e-s, donnant la parole à nombre de doctorant-e-s, ces quelques jours ont été marqué par l'évidence de la jeunesse. Ces jeunes chercheur-e-s arrivé-e-s après l'effritement des études rurales des années 1980⁴, ont sans doute moins été directement en prise avec les luttes d'écoles ou les conflits interpersonnels qui les ont précédés. Sans les ignorer puisque ces conflits s'héritent en partie, ces jeunes chercheur-e-s sont entré-e-s dans les mondes de la recherche quand ceux-ci ne proposaient plus d'enseignement ni de séminaire majeurs autour de la sociologie ou de l'ethnologie rurale, comme ce fut le cas à Sciences Po, à Nanterre ou au Laboratoire d'Anthropologie Sociale jusqu'à la fin des années 1980. Peu de terrain et encore moins de problématique sont désormais construits à partir des questionnements classiques des « études rurales » ou de la « sociologie rurale ». La socialisation scientifique de ces jeunes chercheur-e-s n'est donc en rien un héritage direct des études rurales, elle s'est plutôt nouée au tournant épistémologique des années 1990, autour de l'unification des sciences sociales marquée par exemple éditorialement par la création des revues *Genèses* et *Politix*, reprenant le projet durkheimien, puis celui des *Annales*, réactivé par la sociologie critique dans les années 70. C'est par ce détour que ces jeunes chercheur-e-s viennent aujourd'hui aux mondes ruraux, découvrant, après coup, la littérature des études rurales.

Les institutions de recherche et d'encadrement jouent un rôle important dans ce renouvellement des études sur les mondes ruraux, du fait de leurs financements, et plus encore des postes de chercheurs qu'elles proposent. C'est typiquement le cas avec l'INRA et sa politique volontariste depuis plusieurs années de recrutement de sociologues dont ce colloque est directement le produit. Mais on pourrait étendre l'analyse en dehors de l'INRA tant nombre des jeunes chercheur-e-s ici présents sont de près ou de loin financés par des organismes professionnels agricoles (la CNASEA par exemple), des écoles d'agronomie, ou encore des contrats CIFRE. Pour éviter les pièges d'une sociologie institutionnelle, voire d'une sociologie-action ou appliquée, il nous faut dès maintenant prendre conscience de l'importance de cette assise institutionnelle, pour tenter d'en mesurer les déterminants sur nos travaux. En cela, cette position nous liant aux institutions d'encadrement des mondes sociaux que nous étudions n'est pas très différente de celles de nos aînés⁵. Cependant, contrairement à eux, le développement de la thématique des mondes ruraux dans nos trajectoires scientifiques n'est nullement un point de départ, mais bien plutôt un point d'arrivée, ou une étape liée aux opportunités institutionnelles.

Les mondes ruraux : un point de rencontre pour des travaux situés dans différents horizons des sciences sociales

N'ayant jamais été formés spécifiquement aux études rurales, les jeunes chercheur-e-s qui travaillent aujourd'hui sur les mondes ruraux s'inscrivent tous dans différents sous-espaces

⁴ Susan C. ROGERS, « Natural Histories : The Rise and Fall of French Rural Studies », *French Historical Studies*, n°19/2, 1995.

⁵ Toutefois et en première analyse, les sciences sociales traitant d'objets ruraux semblent aujourd'hui mieux armées académiquement et plus sûres de leur autonomie par rapport aux mondes politiques et aux injonctions institutionnelles. Il faudrait, néanmoins, sur ce point, un travail historique et sociologique d'ampleur pour étayer cette hypothèse.

scientifiques, issus du renouvellement des sciences sociales. Christophe Giraud, par exemple, importe la sociologie de la famille de François de Singly à l'analyse des chambres d'hôtes à la ferme⁶. Dans le même domaine, Céline Bessière tire de l'anthropologie de la parenté et de la sociologie de la famille⁷ les moyens d'interroger le fonctionnement contemporain des entreprises familiales viticoles⁸. De même, la thèse en cours d'Antoine de Raymond sur le marché des fruits et légumes en France reprend une trajectoire ouverte par Marie-France Garcia⁹ puis Olivier Jacquet et Gilles Laferté¹⁰ : ils retravaillent les questions de qualité dans les productions alimentaires à partir de travaux majeurs en sociologie économique¹¹. Dans la perspective d'Harisson White¹², Yuna Chiffolleau et Catherine Laporte¹³ sociologisent, quant à elles, les réseaux commerciaux et la structure de l'entreprise économique pour comprendre un mécanisme central de l'économie, la formation des prix, à partir du marché des vins. De même, c'est en partant des acquis d'une sociologie ethnographique des catégories populaires¹⁴, que Nicolas Renahy s'est interrogé sur l'entrée dans la vie adulte des ouvriers ruraux¹⁵ ou encore que Violaine Girard retrace les trajectoires d'élus locaux. Julian Mischi et Ivan Bruneau se sont appuyés sur les acquis de la sociologie du militantisme¹⁶ et de la socio-histoire en science politique¹⁷ pour étudier

⁶ Giraud Christophe, *Chambres d'hôtes à la ferme et autonomie de la femme en agriculture*, Thèse Université Paris 5, sous la direction de François de Singly, 2001, 473 p.

⁷ François de Singly *Sociologie de la famille contemporaine*, Paris, Nathan, Collection 128, 1993. ; Florence Weber, « Pour penser la parenté contemporaine. Maisonnée et parentèle, des outils de l'anthropologie », in D. DEBORDEAUX et P. STROBEL, *Les solidarités familiales en questions. Entraide et transmission*, Paris, LGDJ/ MSH, coll. Droit et Société, Série Sociologie, volume 34, 2002, pp. 73-116. Weber

⁸ Céline Bessière, *Maintenir une entreprise familiale. Enquête sur les exploitations viticoles de la région délimitée Cognac*, Université Paris V Descartes, thèse de doctorat de sociologie, 2006.

⁹ Garcia Marie-France « La construction sociale d'un marché parfait : le marché au cadran de Fontaines-en-Sologne », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°65, mars 1986, pp. 3-13.

¹⁰ Olivier Jacquet, *Les syndicats viti-viticoles en Bourgogne de 1884 à la mise en place des AOC*, Thèse d'Histoire, Université de Bourgogne, 1er décembre 2005 ; Gilles Laferté (post-face de Robert Boyer), *La Bourgogne et ses vins : image d'origine contrôlée*, Paris, Belin, coll. Socio-histoire, 2006, 320 p..

¹¹ Notamment les travaux de Neil Fligstein, Mark Granovetter et Pierre Bourdieu.

¹² White Harisson, 2002 – *Markets from networks*, Princeton, Princeton University Press.

¹³ Chiffolleau Yuna, Laporte Catherine, 2004. « La formation des prix : le marché des vins de Bourgogne », *Revue Française de Sociologie*, n°45-4, pp. 653-680.

¹⁴ Voir les travaux de Stéphane Beaud et Michel Pialoux, ou encore de Florence Weber, Olivier Schwartz...

¹⁵ Renahy Nicolas, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Préface de Stéphane Beaud et Michel Pialoux, Paris, [La Découverte](#), 2005, 285 p.

¹⁶ PUDAL Bernard, *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, PFNSP, 1989, 329 p., SAWICKI Frédéric, *Les réseaux du PS. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, 335 p.

¹⁷ Noiriel et Offerlé , Buton, François et Mariot, Nicolas (2006), entrée « Socio-histoire » du Dictionnaire des idées, 2e volume de la collection des « Notionnaires » de l'Encyclopaedia Universalis, p. 731-733.

respectivement les formes du mouvement communiste en milieu rural¹⁸ et de la confédération paysanne¹⁹. C'est en empruntant les méthodes de la sociologie pragmatique²⁰, qu'Eric Doidy et Yannick Sencébé interrogent respectivement les formes d'engagement des agriculteurs et des néo-ruraux dans leurs espaces de vie. Tous ces jeunes chercheurs développant des terrains ruraux ne se définissent nullement comme « ruralistes » et se revendiquent d'autres espaces scientifiques issus du renouvellement des sciences sociales.

En étant initialement inscrits dans d'autres espaces scientifiques, ces jeunes chercheur-e-s contrent d'emblée — sans même l'avoir sciemment recherché — la critique qui a été faite à la sociologie rurale trop cantonnée sur elle-même. Ainsi, il ne s'agit nullement au travers ce colloque de promouvoir une nouvelle sociologie rurale comprise comme une sous-discipline, un corpus problématique distinct, même renouvelé. Nous refusons de faire des mondes ruraux des mondes spécifiques, justifiant une spécialisation. Les sciences sociales ne peuvent s'emparer des « mondes ruraux » que si et seulement si ces « mondes ruraux » ne sont qu'un point de rencontre, voire un simple point de passage dans l'analyse. Nous souhaitons donc rester un réseau de chercheurs, connectés chacun à des mondes académiques extérieurs aux champs des études rurales. Cela ne signifie nullement que nous considérons les travaux sur les mondes ruraux comme un champ secondaire des sciences sociales. Bien au contraire, ce colloque a montré combien les mondes ruraux se révélaient un très bon laboratoire d'analyse pour comprendre des processus sociaux bien plus généraux (les constructions politico-administratives à différentes échelle du local à l'international, la place de l'urbain et du rural dans l'imaginaire politique, l'indépendance professionnelle, la montée de l'audience du Front national, etc.). Faire des allers-retours entre nos terrains ruraux et les autres terrains est la condition *sine qua non* pour que nos travaux sur les mondes ruraux questionnent l'ensemble des sciences sociales.

Un développement contrasté des travaux sur les mondes ruraux

L'objectif premier du colloque était donc clairement de fédérer des travaux issus du questionnement des sciences sociales, ce nouveau paysage scientifique éclaté, en dehors même des travaux labellisés comme « études rurales ». De ce point de vue, on a pu avoir plusieurs confirmations, des pistes prometteuses mais aussi des surprises, voire des déceptions.

La première confirmation, presque emblématique, concerne l'objet politique. Portés par une sociologie politique fortement renouvelée et très bien structurée en France depuis la fin des années 1980, l'ensemble de ces travaux prolonge, en les renouvelant, les conflits et objets de nos aînés, entre une anthropologie politique centrée sur la parenté et ses réseaux au village²¹, la sociologie politique classique prise entre sociologie électorale²² et analyse des

¹⁸ Mischi, Julian (2002), *Structuration et désagrégation du communisme français (1920-2002). Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, thèse pour le doctorat de science politique, EHESS, 2 tomes.

¹⁹ Bruneau, Ivan (2006), « La Confédération Paysanne : s'engager à "juste" distance », thèse pour le doctorat de sociologie, Paris X-Nanterre, 2 volumes..

²⁰ Voir notamment Boltanski Luc, Thévenot Laurent, 1991, *De la justification - Les économies de la grandeur* (1^o éd. 1987), Paris, Gallimard.

²¹ Karnoouh Claude, « La démocratie impossible. Parenté et politique dans un village lorrain », *Études rurales*, n° 52, 1973, pp. 24-56 ; « Pouvoir et patrimoine au village », *Études Rurales*, 63-64, 1976 Sous la conduite d'I. Chiva et de M.-C. Pingaud.

politiques publiques²³, et la sociologie critique qui n'avait pu se développer en dehors de l'analyse des dirigeants syndicaux²⁴. Dans le cadre de ce colloque, nombre de travaux inédits ont eu pour ambition non seulement de décrire les évolutions politiques récentes des mondes ruraux mais bien plus d'y comprendre des processus institutionnels plus larges, autour de l'intercommunalité (Christophe Queva, Guillaume Vergnaud) ou de la sociologie des élus (Thibault Marmont) mobilisant approche ethnographique et statistique. Ces travaux reprennent le dossier de la mutation sociologique des élus, confirmant le déclin des classes populaires et des agriculteurs et l'arrivée des catégories sociales supérieures. En outre, la sociologie des mobilisations a permis de renouveler les travaux sur les nouvelles formes de politisation des mondes ruraux (Marie Hrabanski, Jean-Philippe Martin), mais plus encore, le terrain des mondes ruraux et la monographie permettent d'entrer par la sociabilité locale dans les questions électorales : l'ambition est alors de contrecarrer les méthodes et conclusions de la géographie et de la sociologie électorales classiques (Emmanuel Pierru et Sébastien Vignon). Il s'agit donc là d'un chantier extrêmement prometteur, ouvert par nombre de doctorants, dont les résultats cumulés commencent déjà à apporter une somme importante de connaissances. Bien sûr, nous n'avons traité ici qu'une partie limitée de la question et manquent des travaux sur les institutions plus classiques des mondes agricoles comme les chambres d'agriculture, la FNSEA, le Crédit Agricole, la Mutualité Sociale Agricole... qui plus largement pourraient renouveler les analyses socio-historiques et de politique publique sur l'action ministérielle nationale et communautaire européenne. Concernant la redéfinition des territoires et carrières politiques, le renouvellement de la sociologie des élus et des élites associatives ou syndicales ou encore sur la mobilisation, la gestion et le contrôle des catégories populaires, le terrain des mondes ruraux ouvre de nombreuses perspectives innovantes à la sociologie politique.

La seconde confirmation vient de la sociologie économique, autre sous-espace des sciences sociales aujourd'hui très bien structuré, alliant études macro et micro, pour comprendre l'encadrement politique et social des pratiques économiques. Les travaux ici présentés reprennent, en partie, les questionnements classiques de la sociologie économique avec l'analyse des politiques publiques et la production législative (Beatriz Maria Alasia de Heredia) ou encore la théorie de l'entrepreneur (Severine Saleilles). Cependant, ils ouvrent l'analyse très largement en dehors des questions strictement agricoles (Violaine Girard et Séverine Saleilles notamment). Les démarches de Violaine Girard et Anda Bécut, par exemple, sont exemplaires de l'apport des sciences sociales unifiées sur cette thématique des mondes ruraux. Violaine Girard étudie la trajectoire politique et les ressources sociales d'un maire d'une commune rurale où est implantée une centrale nucléaire. Son analyse embrasse le chamboulement de l'économie locale, du marché de l'emploi et de la socio-démographie locale. Anda Bécut, à partir d'une étude de cas d'un marché à Bucarest et de ses vendeurs petits producteurs villageois, souligne le poids déterminant du cadre

²² Yves Tavernier, Michel Gervais and Claude Servolin (dir.), *L'Univers politique des paysans dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin (Cahier de la FNSP). 1972 ; Pierre Coulomb (dir.); Hélène Delorme, Bertrand Hervieu et Marcel Jollivet, Philippe Lacombe (dir.), *Les Agriculteurs et la politique*. Paris: PFNSP, 1990.

²³ Pierre Müller, *Le technocrate et le paysan. Essai sur la politique française de modernisation de l'agriculture de 1945 à nos jours*, Paris, Les Editions Ouvrières, 1984.

²⁴ Sylvain Maresca, *Les Dirigeants paysans*. Paris, Editions de Minuit, 1983.

économique et historique général, ici la transition vers l'économie de marché en Roumanie et les formes d'échanges sédimentées, qui produisent des pratiques économiques inédites. L'ensemble des communications présentées atteste que les mondes ruraux se révèlent un terrain privilégié pour comprendre la tendance à la généralisation du calcul économique, la dichotomie économie marchande/économie domestique, l'imbrication et l'application de politiques publiques à différentes échelles sur les pratiques économiques, ou encore les formes mêmes de l'activité entrepreneuriale (notamment en agriculture).

L'histoire sociale ou la sociologie des sciences sociales – dépassant le modèle des histoires intellectuelles des disciplines depuis une quinzaine d'année pour y inclure une analyse institutionnelle, politique et sociale – commencent également à offrir des thématiques extrêmement stimulantes pour notre domaine d'études. Les travaux ici initiés sont pour beaucoup à leur commencement, mais l'enjeu est absolument déterminant tant nous manquons cruellement d'outils et de connaissances pour conduire l'analyse de la carrière de nos aînés, c'est-à-dire mesurer les contraintes qui ont pesé sur la littérature que l'on hérite. Nous ne pouvons que nous féliciter qu'Alice Barthez et Marie-France Garcia, deux chercheuses confirmées, s'engagent sur ce terrain difficile d'une sociologie des pairs. Il importe de saisir la trajectoire des institutions de recherches qui nous encadrent et donc des routines et déterminants sociaux qui continuent de nous agir, pour mieux les maîtriser. La proximité des institutions de recherche comme l'INRA avec la décision publique et le projet agricole des années 1960, à savoir la modernisation de l'agriculture française, a longtemps marqué les possibles des sciences sociales, l'économie (Marie-France Garcia), puis la sociologie (Alice Barthez) et à rebours l'ethnologie qui s'est alors spécialisée sur l'étude des traditions à la campagne (Laurent Sébastien Fournier, Séverine Lagneaux). L'unification thématique autour des études rurales dans les années 1970 semble alors plus une façade regroupant des groupes hétéroclites de chercheurs académiquement dominés qu'un projet scientifique ambitieux (Josette Debroux). Les analyses comparatives sont pour le coup très stimulantes (Michel Streith) tant elles permettent de mieux isoler les particularités nationales de l'assemblage institutionnel et politique de la science. Cette posture de réflexivité de la science est à prolonger sur le contemporain comme nous le montre très clairement Arnaud Chandivert à propos des géographes et dans une moindre mesure des sociologues contemporains et de leur rôle sur les politiques d'aménagement des territoires, rôle d'influence et d'expertise au cœur même des carrières scientifiques. Au-delà des gains de connaissances sur notre discipline voire d'évaluation de la scientificité de nos aînés, l'enjeu de cette histoire sociale des sciences sociales est en quelque sorte de nous révéler notre inconscient scientifique. Les « études rurales » prises dans des enjeux d'école ont en retour, dans cet espace en lutte, principalement produit des histoires hagiographiques de la discipline ou des pamphlets dénonciateurs. Les sciences sociales qui ont traité des questions rurales sont longtemps restées imperméables à une histoire armée d'archives et de méthodologie critique, laissant la recherche orpheline de son histoire. Il s'agit aujourd'hui de prendre ces conflits des aînés comme des objets sociaux, c'est-à-dire de comprendre la diversité des socialisations scientifiques et des modes de scientificité propres à chaque temps ou mondes scientifiques. C'est dire si nous attendons beaucoup de ce nouveau front

de recherches qui aujourd'hui semble disposer d'un consensus et de l'assise institutionnel suffisant pour se développer²⁵.

Au chapitre des surprises, la première d'entre elle procède d'une rencontre, celle avec les travaux qui se réclament de la « géographie sociale » (Michaël Bermont, Jean Rivière). Cette surprise d'aujourd'hui procède de notre ignorance d'hier. Les ponts ont été coupés en amont, et aujourd'hui, nous héritons de cette situation développant des sciences sociales et une vision des hiérarchies sociales très peu spacialisées, maîtrisant mal les outils et les concepts de la géographie. Aujourd'hui tout semble réuni pour retisser les liens avec ces géographes sociaux, critiques, constructivistes, convaincus du poids des institutions et contraintes sociales. La finesse des outils cartographiques et sociologiques dans la communication de Jean Rivière permet d'éclater l'unité supposée des espaces périurbains qui souvent sont présentés comme socialement homogènes ou promis à des évolutions semblables. De même, cette communication repositionne le rôle et l'évolution des frontières géographiques en tant qu'elles produisent et reproduisent des hiérarchies sociales. La géographie sociale pointilliste montre aussi combien les déplacements des résidences selon les pressions foncières ouvrent, par la sociabilité et l'alliance, des formes inédites de mobilité sociale aux jeunes agriculteurs (Michaël Bermont). Ces apports et outils de la géographie sociale semblent d'autant plus urgents à s'approprier que nombre de communications insistent à la fois sur la circulation croissante au sein des espaces ruraux et sur la multiplication des luttes des groupes sociaux pour l'appropriation de l'espace : autour des questions foncières et résidentielles dans les espaces périurbanisés (Alphandéry Sencébé Pinton ; Crabeck et De Myttenaer ; Mormont et Rivera), autour du contrôle de l'espace politique entre différents groupes sociaux, les agriculteurs, les retraités, les nouveaux résidents issus de classes populaires mais aussi des cadres... (Marmont).

La seconde surprise peut paraître paradoxale. Le déclin acté des « études rurales » nous avait conforté dans l'idée d'une vacance scientifique importante au cœur même de ce qu'elles s'étaient données comme objet : l'agriculture. Or, et c'est très heureux, cet objet mobilise toujours nombre de chercheurs qui ne s'intéressent plus désormais à l'agriculture et aux agriculteurs de façon isolée. Les enquêtes sur les mondes agricoles soulignent désormais leurs imbrications avec d'autres mondes sociaux. Les agriculteurs aujourd'hui sont confrontés à des enjeux politiques et économiques qui se jouent de l'échelle communale (Julien Taunay et Bertille Thareau sur les agriculteurs dans les intercommunalités urbaines) à l'Europe en passant par les instances professionnelles départementales et nationales, etc. Florence Hellec étudie ainsi les transformations des relations économiques entre les entreprises d'insémination et les agriculteurs, qui accompagnent la suppression par Bruxelles du monopole territorial de ces coopératives pour l'activité d'insémination animale. Elle montre que les éleveurs ne sont plus considérés comme des adhérents ou des usagers de ces coopératives, mais qu'ils sont devenus des clients, engagés dans une relation commerciale et concurrentielle. De façon générale, la mondialisation des marchés agricoles et les chaînes d'interdépendance économiques de plus en plus longues qui relient désormais les exploitants locaux à des décisions économiques prises à l'échelle mondiale, décentrent complètement le contrôle des activités économiques

²⁵ Voir les récentes initiatives autour du Comité d'histoire de l'INRA, du séminaire « Retour sur la sociologie rurale » lancé depuis l'automne 2006.

agricoles. Les mondes ruraux constituent ici un terrain privilégié et pas encore assez exploré pour saisir ces évolutions contemporaines majeures.

Mais le changement de focale des sciences sociales sur l'agriculture conduit aussi à modifier profondément l'appréhension des activités des agriculteurs eux-mêmes. Les activités professionnelles et les rapports familiaux des groupes sociaux agricoles apparaissent sous un jour neuf, quand ils sont insérés dans des questionnements plus généraux, qui dépassent le secteur agricole. Valérie Bernardi et Hervé Defalvard ont étudié ainsi les différentes conceptions du temps de travail des agriculteurs, dans une société à dominante salariée où le temps de travail tend à diminuer. Christophe Giraud et Jacques Rémy ont fait le point sur les transformations des rapports conjugaux des agriculteurs, caractérisés par une diminution de l'endogamie, et la généralisation du travail salarié des compagnes, en dehors de l'exploitation. Jusque dans leurs rapports les plus privés, les agriculteurs sont donc appréhendés en lien avec d'autres mondes sociaux, en tant que compagnons d'employées du tertiaire, non issues du milieu agricole, par exemple.

Enfin, plusieurs déceptions viennent tempérer cet élan de renouveau, tout d'abord, l'absence relative d'historiens et l'absence totale d'économistes dans nos débats. Il nous faudra trouver les lieux pour engager une discussion avec ces groupes de recherche pourtant très bien représentés en France, que ce soit au sein de la revue *Ruralia* ou encore d'*Histoire et Sociétés Rurales*.

De même, la relative absence des conflits sociaux, comme cela a pu être souligné par Rose-Marie Lagrave dans la session consacrée à l'agriculture, nous interroge. Est-ce un déplacement du regard scientifique qu'il faudrait questionner ou faut-il conclure naïvement à un apaisement des mondes ruraux alors même que les bouleversements qui s'y produisent sont absolument considérables, avec la diversité croissante des groupes sociaux résidents assignant des fonctions productives ou récréatives divergentes au territoire tout ceci dans le cadre de bouleversement des marchés immobiliers et fonciers, avec les mutations rapides des politiques publiques récentes et à venir (la réduction des aides de la PAC), qui sont autant d'évolutions redessinant les hiérarchies sociales et spatiales ? Il nous semble que les deux pistes sont très stimulantes à creuser avec peut-être, pour la première un déclin d'une lecture par classes sociales et générations des mondes sociaux et pour la seconde, un déplacement des centres de conflits, beaucoup moins localisés, traités à distance, dans les jeux institutionnels. Quoi qu'il en soit, nous ne saurions prédire un apaisement-enchantement des « campagnes », tout au contraire.

Par ailleurs, des groupes sociaux entiers, qui occupent pourtant un rôle central dans les mondes ruraux, n'ont pas été abordés. Si les mondes industriels et ouvriers ruraux ont pu être étudiés ailleurs²⁶, on ne connaît pratiquement rien des mondes artisanaux et commerciaux, du petit commerce d'hier aux ambulants et grandes surfaces d'aujourd'hui, qui pourtant, autour d'échanges économiques quotidiens, tiennent toute une partie de la sociabilité et du contrôle des populations. De même, le poids local d'institutions comme le Crédit agricole reste méconnu, à la fois dans le financement de l'économie agricole et locale, mais aussi dans le contrôle des budgets des ménages suite à la bancarisation massive des années 1970 et 1980. Par ailleurs, la place du système de santé, du médecin de

²⁶ Voir Bernard Ganne, *Gens du cuir, gens du papier*, CNRS Ed., 1983, Florence Weber, *Le travail à côté*, INRA/EHESS, 1989, Nicolas Renahy, *Les gars du coin*, La Découverte, 2005.

campagne à l'infirmière à domicile en passant par les mutuelles agricoles reste aussi un monde à sonder, un monde de petits notables à l'échelle de petites communes, un monde d'encadrement des classes populaires. Il y a encore trop peu de sociologie des groupes professionnels dans les mondes ruraux en dehors des mondes agricoles et chacun se représente encore rapidement les espaces ruraux comme un affrontement entre agriculteurs et résidents, qu'ils soient navetteurs vers la ville ou résidents secondaires. Des enquêtes sur les activités professionnelles qui se développent à domicile grâce au télétravail (activités de conseil, informatique, etc.) permettraient sans doute d'enrichir le tableau.

Mais au-delà de ces déceptions qui, finalement, ne sont qu'autant de programmes de recherche pour l'avenir, le trait principal de ces quelques jours reste la démonstration évidente qu'un renouveau stimulant souffle sur ce terrain des « mondes ruraux ». Notre objectif en réunissant ces différents chercheurs issus d'horizons divers des sciences sociales — la science politique, la sociologie et l'ethnographie économique, la géographie sociale, l'anthropologie critique, la sociologie des catégories populaires, la sociologie de l'éducation — est alors d'articuler ces connaissances nouvelles pour pousser plus en avant le programme d'unification des sciences sociales en tentant, sur le terrain des mondes ruraux, de comprendre l'interdépendance des mondes sociaux.